Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech, les relations franco-irakiennes et sur l'avenir politique de la Syrie, à Bagdad le 26 août 2017.

2017-08-26

Merci Monsieur le Ministre. Nous sommes effectivement deux ministres présents, Mme Florence Parly, ministre des armées et moi-même, ministre des affaires étrangères. Nous le sommes à la demande du président de la République, Emmanuel Macron, qui a tenu à ce que nous fassions cette visite maintenant et que nous la fassions à deux.

Pourquoi ? Parce que nous sommes dans une situation de bascule entre la guerre et la paix. Grâce à la détermination et le courage de toutes nos forces, on sort de la guerre, même si le combat contre Daech - notre combat commun - n'est pas encore achevé. Il entre dans une phase de stabilisation, de réconciliation, de reconstruction. Nous sommes dans la phase de paix.

C'est pour ces deux phases qu'il faut l'action et le soutien de la France, symbolisés aujourd'hui par notre présence.

Nous aurons l'occasion de rencontrer, dans un instant, le président Maasoum, et un peu plus tard le Premier ministre al-Abadi.

À l'ensemble de nos interlocuteurs, nous redirons que la France sera toujours aux rendez-vous de l'Irak. Nous avons été présents, nous sommes présents dans la guerre et nous serons présents dans la paix, pour renouer un partenariat historique. Nous aurons l'occasion d'évoquer avec le Premier ministre al-Abadi les conditions particulières de notre collaboration future.

Q - Monsieur le Ministre Le Drian, je voulais savoir si, à présent, vous pouviez nous parler de la position du gouvernement français à l'égard de Bachar al-Assad, sachant que la communauté internationale a soutenu un certain nombre des mouvements de l'opposition qualifiée de modérée. En fait, ces mouvements se sont laissé entraîner vers le terrorisme. Du coup, le soutien financier et militaire à ces mouvements dits modérés va finalement à des mouvements terroristes, comme Daech et d'autres. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

R - Merci de cette question. En Syrie, le sujet principal, c'est combattre Daech. La France est présente dans la coalition qui continue de combattre Daech.

Dès le départ, nous avons été en Irak et en Syrie aux premières lignes de ce combat. Singulièrement en ce moment, dans le combat contre Daech à Raqqa, puisque, comme vous le savez, c'est de Raqqa que sont venus les ordres, les initiatives et les actions barbares contre notre pays.

Le combat contre Daech ne doit pas nous faire ignorer qu'il y a aussi la nécessité d'une solution politique en Syrie, indépendamment de Daech. Cela passe, de notre point de vue, par quatre principes :

D'abord, le respect par l'ensemble des acteurs, que ce soient les acteurs syriens ou les autres, de la non utilisation de l'arme chimique.

Deuxièmement, cela passe par le respect de l'accès humanitaire à l'ensemble des zones de combats, par les uns et par les autres.

Troisièmement, cela passe par la mise en oeuvre des actions liées aux cessez-le-feu qui commencent à se mettre en place au sud de la Syrie et qui doivent se poursuivre dans d'autres zones et dans d'autres territoires.

Quatrièmement, à partir du moment où l'on respecte ces trois engagements, cela induit la mise en oeuvre d'un processus politique, dont le préalable n'est pas le départ de Bachar al-Assad, mais qui doit aboutir à un processus de transition incluant une nouvelle constitution et des élections.

Voilà quelle est notre position et celle que nous défendrons à l'Assemblée générale des Nations unies avec une bonne connivence, un bon accompagnement des initiatives prises par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies sur la Syrie, M. Staffan de Mistura, et en bonne collaboration avec les conversations de Genève.

Il faut débloquer la situation. Les conversations de Genève existent depuis trois ou quatre ans et n'aboutissent pas. La France souhaite donc participer à ce déblocage en prenant les initiatives que je vous ai indiquées.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 12 septembre 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/203523-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-et-des-affair